

# Sommaire

<b>213</b>	<b>ÉDITORIAL</b> par Jean-Claude LAES	213
<b>215</b>	<b>DOCTRINE</b> – Taxes sur les secondes résidences par Thierry LAUWERS	215
	– La circulaire budgétaire de la Région wallonne pour l'exercice 2017 par Philippe KNAPEN	223
<b>227</b>	<b>JURISPRUDENCE COMMENTÉE</b> – Cour de cassation (1 <sup>re</sup> ch.), 26 février 2016 <i>Impôts communaux – Taxe sur les terrains non bâtis – Exonération – Force majeure – Notion – Fait générateur résultant d'un cas de force majeure – Force majeure non prévue dans le règlement-taxe</i>	227
	– Cour de cassation (1 <sup>re</sup> ch.), 7 avril 2016 <i>Impôts communaux – Taxe sur les terrains non bâtis – Exonération – Force majeure – Notion – Notion de droit commun – Notion spécifiquement fiscale – Fait générateur résultant d'un cas de force majeure – Force majeure non prévue dans le règlement-taxe</i>	229
	– Note d'observations : Une force majeure n'est pas l'autre par Eric VAN BRUSTEM	231
<b>236</b>	<b>JURISPRUDENCE</b> – Cour constitutionnelle, 22 septembre 2016, n° 123/2016 <i>Rétributions – Redevance forfaitaire pour la collecte de déchets non ménagers – Région de Bruxelles-Capitale – Exonération – Preuve – Contrat conclu avec une entreprise privée – Obligation de soumettre des données commerciales confidentielles à l'Agence régionale pour la propreté – Participation au marché de l'Agence régionale pour la propreté – Liberté de concurrence – Principe d'égalité et de non-discrimination – Violation – Annulation</i>	236
	– Cour constitutionnelle, 20 octobre 2016, n° 132/2016 <i>Impôts régionaux – Précompte immobilier – Région wallonne – Exonérations – Inoccupation ou improductivité de revenus – Période d'inoccupation et d'improductivité de 180 jours durant l'année – Principe d'égalité et de non-discrimination – Justification objective et raisonnable</i>	246
	– Conseil d'État (XV <sup>e</sup> ch.), 8 janvier 2016, n° 233.432 <i>Impôts communaux – Centimes additionnels au précompte immobilier – Publicité de l'administration – Droit d'accès aux documents administratifs – Droit à l'information des entités locales – Demande de communication des motifs de droit et de fait justifiant les dégrèvements – Demande de suspension – Rejet</i>	250
	– Conseil d'État (XV <sup>e</sup> ch.), 18 avril 2016, n° 234.415 <i>Rétributions – Redevances sur l'établissement ou délivrance de certificats et de documents administratifs – Redevance pour la délivrance de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C par la Commission des jeux de hasard – Redevance – Notion – Proportionnalité – Objectif de dissuasion</i>	261

- Conseil d'État (XV<sup>e</sup> ch.), 18 avril 2016, n° 234.417 264  
*Rétributions – Redevances sur l'établissement ou délivrance de certificats et de documents administratifs – Redevance pour la délivrance de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C par la Commission des jeux de hasard – Redevance – Notion – Proportionnalité – Objectif de dissuasion*
- Liège (22<sup>e</sup> ch. civile), 14 juin 2016 268  
*1. Impôts communaux – Taxe sur les immeubles inoccupés et abandonnés – Impôt direct – Principe de non-rétroactivité*  
*2. Impôts communaux – Taxe sur les immeubles inoccupés et abandonnés – Principe de proportionnalité – Objectif de dissuasion – Droit de propriété – Premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme*  
*3. Impôts communaux – Taxe sur les immeubles inoccupés et abandonnés – Principe d'égalité et de non-discrimination – Exonération des personnes morales de droit public – Motivation du règlement-taxe – Justification objective et raisonnable – Objectif de dissuasion*
- Civ. Bruxelles (32<sup>e</sup> ch. F), 26 février 2016 275  
*Impôts communaux – Taxe sur les emplacements de parking – Principe d'égalité et de non-discrimination – Motivation du règlement-taxe – Interprétation stricte – Exclusion des immeubles de bureaux – Violation*
- Civ. Bruxelles (34<sup>e</sup> ch. F), 25 février 2016 278  
*Impôts communaux – Taxe sur les panneaux fixes – Principe d'égalité et de non-discrimination – Comparabilité – Justification – Exonération des personnes morales de droit public – Motivation du règlement-taxe – Absence de discrimination*  
*Impôts communaux – Taxe sur les panneaux fixes – Principe d'égalité et de non-discrimination – Taux d'imposition – Majoration substantielle – Comparaison par rapport à la majoration d'autres taxes – Pouvoir d'appréciation du législateur*
- Civ. Hainaut (division de Mons, 36<sup>e</sup> ch. fiscale), 7 avril 2016 284  
*Impôts communaux – Taxe sur les pylônes GSM – Principe d'égalité et de non-discrimination – Distinction de traitement par rapport aux autres pylônes, mâts ou antennes – Distinction de traitement par rapport aux pylônes électriques – Justification objective et raisonnable – Motivation du règlement-taxe – Discrimination*
- Civ. Liège (division Liège, 21<sup>e</sup> ch.), 10 octobre 2016 288  
*Impôts communaux – Taxe sur les pylônes GSM – Impôt direct – Principe de non-rétroactivité*  
*Impôts communaux – Taxe sur les pylônes GSM – Principe d'égalité et de non-discrimination – Distinction de traitement par rapport aux autres pylônes, mâts ou antennes – Justification objective et raisonnable – Motivation du règlement-taxe – Discrimination*